

Networking & Business Club

Paris, 7 octobre 2014

Dans le cadre du Networking & Business Club, Thomas Legrain a accueilli le 7 octobre dernier Denis Payre, Président fondateur de Nous Citoyens. Ce mouvement politique a été lancé il y a un an pour mobiliser les français qui ne se retrouvent plus dans les partis politique traditionnels afin de peser dans le débat public pour qu'enfin les réformes nécessaires soient faites. Avec 12000 adhérents, Nous Citoyens est déjà le 9^{ème} mouvement politique français.

A travers son action, Nous Citoyens cherche à « réconcilier solidarité et prospérité, afin que nous ne laissons pas à nos enfants un pays moribond, une montagne de dettes et potentiellement dirigé par des extrémistes ! ». Nous Citoyens construit un programme de réformes à parti d'un double constat :

- Notre pays a un potentiel formidable et les français ont les talents nécessaires pour tirer parti de la mondialisation ;
- Mais notre pays est bloqué, il vit sur un modèle dépassé avec un Etat omniprésent qui pèse sur l'ensemble de la société.

La conséquence, c'est en particulier un chômage de masse qui mine notre société, le développement des inégalités et de la précarité, le manque de perspective d'avenir pour nombre de nos concitoyens qui viennent inéluctablement gonfler les rangs des extrêmes.

Les propositions ci-dessous sont les premières de ce programme de réforme.

Renouveler la vie politique française

Pour en finir avec les « politiques de carrière » et avoir une véritable représentation de la société en politique, Nous Citoyens propose en particulier de limiter le nombre de mandats dans la durée, mais aussi instaurer la démission des fonctionnaires en cas d'élection pour établir une égalité d'accès entre public et privé.

Gaspiller moins pour baisser les impôts

Pour en finir avec la gabegie des dépenses publiques (57% du PIB en France, un quasi record du monde) et avec la sur fiscalité qui en découle (46% de prélèvements obligatoires contre 40% en moyenne en Europe), ce qui est indispensable pour recréer des emplois, Nous Citoyens propose de réduire les dépenses publiques de 200 milliards d'euros (en net et non par rapport à la hausse tendancielle) pour permettre de baisser les impôts au niveau de la moyenne européenne et avoir un budget national en équilibre.

Ce qui suppose de :

- Revoir les missions de l'État pour concentrer son action sur l'essentiel ;
- Créer une nouvelle organisation territoriale avec 8 régions, et 1 800 nouvelles communes une fois les regroupements en cours terminés ;
- Mieux valoriser le travail des fonctionnaires et instaurer des pratiques standards de travail (durée, retraites, congés...), ce qui passe par une rénovation du statut de la fonction publique qui serait réservé en particulier aux fonctions régaliennes ;
- Grâce aux gains de productivité générés, renouveler le moins possible les départs à la

Denis Payre et Thomas Legrain



Photo © Jean-René Tancrède - Téléphone : 01.42.60.36.35

retraite et mettre en place un programme d'incitation au départ afin de diminuer le nombre de fonctionnaires de 800 000 en 5 à 7 ans ;

- Réformer les retraites des Français en incluant l'ensemble des effectifs de la fonction publique et parapublique sur le fondement du principe : à cotisation égale, retraite égale (donc suppression des régimes spéciaux par exemple).

Retrouver le plein emploi

Pour en finir avec la spécificité française du chômage de masse (11% de la population active contre 5,3% en Allemagne, 7,8% en Suède et 3% en Suisse) et ses conséquences : 9 millions de personnes vivant avec moins de 1 000 euros par mois qui sont autant de personnes exclues d'une société qui n'assure plus l'égalité des chances, la première des injustices sociales.

- Baisser le coût du travail au niveau du SMIC en supprimant les charges salariales et patronales, pour avoir un coût global dans la moyenne européenne et permettre aux entreprises d'embaucher et de créer près d'un million d'emploi sur 5 ans ;
- Lutter contre le chômage des jeunes en faisant de l'apprentissage la norme et non plus l'exception ;
- Réformer le droit du travail avec un contrat de travail unifié où tout sera discuté entre salarié et employeur, notamment le temps de travail (dans la limite de la norme européenne de 48 heures par semaine) ;

- Remettre à plat le paritarisme pour que les syndicats soient financés exclusivement par les cotisations de leurs membres ;
- Réformer la formation professionnelle et réformer Pôle Emploi.
- Stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation ; encourager la prise de risques de l'entrepreneur.

Transformer notre système éducatif, inégalitaire et coûteux

Notre système éducatif n'est plus performant, il coûte beaucoup plus cher qu'ailleurs (en payant moins bien les professeurs) tout en étant l'un des plus inégalitaires de l'OCDE ! A l'image de l'État français, il y a urgence à réformer en profondeur l'éducation nationale pour assurer un avenir à nos enfants.

- Renforcer l'enseignement des matières fondamentales et lutter contre l'échec scolaire (150 000 décrocheurs par an) ;
- Donner au corps enseignant les moyens de mener à bien sa mission : responsabilité de l'équipe au Chef d'établissement, des parcours de carrière pour les enseignants, mieux payer les enseignants mais augmenter leur temps de travail ;
- Piloter le système au niveau éducatif comme financier et simplifier son organisation avec en particulier la réduction du nombre de personnels administratifs en simplifiant l'organisation des rectorats et des académies et en supprimant les doublons.

Aider les exclus à se réinsérer dans la société

La précarité et l'exclusion nient la dignité humaine en bafouant les droits fondamentaux des citoyens. Elles minent la cohésion sociale et nuisent au développement de l'activité économique du pays.

• Fusionner les aides afin de créer une allocation unique pour réduire les coûts de fonctionnement.

• Conditionner l'allocation à une véritable démarche d'insertion de la personne aidée, sauf exception.

Construire une Europe plus efficace qui ne se mêle pas de tout

L'Europe est notre destin commun mais le projet européen patine depuis 20 ans faute de courage

politique. Nous Citoyens veut une Europe plus démocratique et moins technocratique. Une Europe performante qui contribue à la croissance. Une Europe efficace qui régleme la où c'est réellement nécessaire. Une Europe qui permet aux citoyens de tirer parti de la mondialisation.

2014-559

Le Cercle

Maison de l'Amérique latine - Paris, 8 octobre 2014

Le 8 octobre dernier, deux jours après le meeting de Nicolas Sarkozy à Vélizy dans les Yvelines, Valérie Pécresse était l'invitée du Cercle. Confirmant son soutien à l'ancien Président de la République pour l'élection à la présidence de l'UMP, tout en réaffirmant sa proximité avec François Fillon, la Présidente de l'UMP à la Région Île-de-France, a voulu expliquer son choix: « Nicolas Sarkozy est le plus à même de rassembler le parti et de lui donner l'élan nécessaire dans les mois qui viennent. » Pour elle, le choix de Nicolas Sarkozy est un choix de rassemblement et d'apaisement. « Va-t-on continuer la guerre des ego ? ».

Les participants au dîner-débat ont souligné, par leurs questions, que le pays depuis 2012 s'enfonçait un peu plus dans une crise économique mais aussi sociale, sans que la voix de l'opposition soit assez audible.

L'aspiration au changement est très forte et le Front National prospère sur nos défaillances a reconnu Madame Pécresse « la Droite veut un Chef ! ».

L'élection à la présidence de l'UMP sera aussi un moment de vérité avant les primaires ouvertes en 2017. « L'UMP a fait dans la douleur l'apprentissage de la démocratie » il faut, a-t-elle ajouté, qu'il y ait une course à la créativité et à l'audace.

De nombreuses questions ont porté sur la Région Île-de-France et sur son identité « de Région ». La Région Île-de-France est-elle une vraie région ? Valérie Pécresse a souligné qu'effectivement il y avait une vraie fracture entre Paris et la périphérie, les centres villes et les quartiers, les

urbains et les ruraux qui complique l'émergence qu'une véritable identité régionale.

Pour elle, il s'agit de faire de l'Île-de-France un laboratoire servant de modèle à la France.

La Région doit se saisir de toutes ses compétences. S'agissant de la gestion des finances publiques de l'Île-de-France, elle a indiqué qu'actuellement la situation était à la limite du surendettement et que les français devaient demander des comptes ! A l'échelon national le budget 2015 est un « budget pour rien » et la baisse de la dotation de l'État aux Collectivités locales va générer une hausse des impôts locaux.

S'agissant de la politique menée lors du précédent mandat, elle a rappelé que 2011 avait été jugé par la Cour des Comptes comme la meilleure année en matière de maîtrise des dépenses publiques. Interrogée sur les dérives judiciaires en matières d'écoutes téléphoniques,

Valérie Pécresse a considéré qu'il était difficile de dépassionner aujourd'hui la réflexion sur l'institution judiciaire et les nécessaires réformes. S'agissant de la Recherche et de notre système universitaire, il est nécessaire pour elle d'aller plus loin dans les réformes et notamment d'accroître la sélection à l'entrée de l'université, tout en développant les passerelles.

A ce sujet elle a tenu à rappeler que l'autonomie des universités était l'une des plus importantes réformes du mandat de Nicolas Sarkozy.

Ainsi, durant près de deux heures de débat nourri, devant une assemblée d'avocats, de juristes mais aussi de chefs d'entreprises et en présence de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Valérie Pécresse a su imposer son autorité, sa compétence et sa vision de l'avenir pour notre pays.

2014-560

*Danielle Monteaux
Délégue Générale du Cercle*

Danielle Monteaux, Valérie Pécresse et Jean Castelain



Photo © Jean-René Tancrede - Téléphone : 01.42.60.36.35